

haben. Wenn aber die kantonalen Behörden daraus schließen, es sei damit der Nachweis einer den Entzug der Handlungsfähigkeit rechtfertigenden schlechten Vermögensverwaltung im Sinne der Ziff. 1 cit. des Bundes-, oder der litt. d cit. des luzernischen Vormundschaftsgesetzes erbracht, so beruht dies auf einer rechtsirrtümlichen Würdigung der in Frage stehenden Handlungsweise der Rekurrentin. Nach Wesen und Zweck läßt sich das Vorgehen der Rekurrentin nicht als ein Vermögensverwaltungsakt bezeichnen. Es handelt sich für dieselbe nicht um eine Kapitalanlage, die sie in ihrem ökonomischen Interesse vorzunehmen gedächte und anläßlich deren ein Hang zu „einer leichtfertigen und unbesonnenen Geschäftsführung“ (§ 2 litt. d des kantonalen Gesetzes) zu Tage träte. Noch viel weniger kann die beabsichtigte Zahlung als Anzeichen einer „verschwendischen Lebensweise“ gelten, wie sie der § 17 des kantonalen Gesetzes in näherer Ausführung der litt. d des § 2 ibidem als Voraussetzung eines Bevogtungsurteils verlangt. Es fehlt in den Akten überhaupt jeglicher Anhaltspunkt, um einen derartigen Mangel des Charakters und der Fähigkeiten der Rekurrentin anzunehmen. Vielmehr ist davon auszugehen, daß sie mit der Ausständigung des Geldes einem Gebote der Pietät gegenüber ihren Angehörigen und speziell gegenüber ihrer Mutter zu genügen beabsichtigt. Gerade weil diese ihr nahestehenden Personen ihrer Hülfe bedürfen, indem sie solche auf dem Wege eines geschäftsmäßigen Kredites vielleicht nicht finden könnten, muß das Vorhaben der Rekurrentin nicht aus dem Gesichtspunkt einer Verwaltungsvorkehr, sondern aus demjenigen der Erfüllung einer moralischen Pflicht betrachtet und gewürdigt werden. Von diesem Gesichtspunkt aus läßt sich aber darin unmöglich ein Bevogtungsgrund erblicken, so sehr es der Rekurrentin auch zu empfehlen sein mag, gehörig zu prüfen, ob sie mit dem von ihr geforderten Opfer den gewünschten Zweck wirklich erreichen werde.

Im fernern ist zu bemerken, daß angesichts der Aktenlage auch nicht von der Gefahr eines künftigen Notstandes der Rekurrentin im Sinne des Bundesgesetzes und der kantonalen Gesetzgebung gesprochen werden kann. Denn die Rekurrentin befindet sich noch in jungen Jahren und ist im Besitze voller Erwerbsfähigkeit. Sie erwirbt nicht nur durch eine Thätigkeit ihren Lebensunterhalt,

sondern ist, wie sich annehmen läßt, auch in der Lage, Ersparnisse für spätere Tage anzulegen. All' dies ist von Seite der Rekursbeklagtschaft gar nicht bestritten worden. Endlich fehlt es vorliegenden Falles auch an Anhaltspunkten, die eine Gefährdung der ökonomischen Existenz der Beschwerdeführerin aus besondern persönlichen Gründen in sich schließen würden, wie solche in dem vom Regierungsrate angerufenen Falle des Martin Steffen vorhanden waren und vom Bundesgerichte in seinem Urteile vom 21. Juni 1900 als maßgebend erklärt worden sind.

Demnach hat das Bundesgericht  
erkannt:

Der Rekurs wird begründet erklärt und damit die Aufhebung der Schlußnahme des Ortsbürgerrates von Willisau-Stadt und derjenigen des luzernischen Regierungsrates betreffend die Bevogtung der Rekurrentin verfügt.

#### IV. Organisation der Bundesrechtspflege.

##### Organisation judiciaire fédérale.

##### 86. Arrêt du 17 octobre 1900 dans la cause Pavillard et consorts.

Recours de droit public contre un arrêt du juge pénal condamnant les recourants pour infraction à la loi fédérale sur les épizooties. Irrecevabilité. Art. 160 et 182, al. 1 O. J. F.

Le 11 juin 1900, une délégation de vétérinaires composée de MM. Gros à Lausanne, Stalder à Cossonay, et Cottier à Orbe, a été chargée d'inspecter le bétail du village d'Orny, en vue de la recherche de l'existence de la fièvre aphteuse qui avait de nouveau éclaté dans les alpages du Jura. Cette inspection a amené la constatation de la fièvre aphteuse à diverses périodes chez le bétail des recourants Charles, fils de Jean Samuel-Pavillard et consorts. Les dits recourants ayant été dénoncés à l'autorité compétente, le Tribunal du

district de Cossonay, par jugement du 10 juillet 1900, les a condamnés à diverses amendes en vertu des art. 189, 252 § 2 de la loi vaudoise du 14 septembre 1897 sur l'organisation sanitaire, — 26, 36, § 2 de la loi fédérale du 8 février 1872 concernant les mesures de police à prendre contre les épizooties, — 28 et 103, § 2 du règlement fédéral du 14 octobre 1887 sur l'exécution de cette dernière loi.

Ce jugement se fonde, en substance, sur les motifs ci-après :

Les prévenus n'ont pas dénoncé à l'autorité compétente l'existence de la maladie dans leurs écuries; ils n'ont pas établi qu'ils ignoraient que leur bétail était atteint de la fièvre aphteuse.

Ils ont ainsi gravement contrevenu aux lois tant fédérales que cantonales sur la police sanitaire, spécialement en ce qui concerne les mesures de protection contre les épizooties et les maladies contagieuses des animaux, et cette contravention peut entraîner des conséquences très dangereuses, surtout à l'époque où le bétail est de nouveau conduit sur les alpages.

Sur recours des condamnés, la Cour de cassation du canton de Vaud, par arrêt du 23 août 1900, a confirmé le jugement de première instance, en ajoutant qu'en pareil cas le juge n'avait pas à se préoccuper de la question de savoir si le dénoncé connaissait ou ignorait que son bétail fût malade.

C'est contre ces jugements que Ch. Pavillard et quatre consorts ont interjeté auprès du Tribunal fédéral un recours de droit public pour déni de justice. Ils ont conclu à ce qu'il lui plaise prononcer la nullité de ces sentences, comme méconnaissant le sens de la loi et interprétant celle-ci d'une façon arbitraire.

*Statuant sur ces faits et considérant en droit :*

1. Il s'agit incontestablement en l'espèce d'un jugement au fond rendu par les tribunaux cantonaux en matière d'infraction à une loi fédérale, à savoir des art. 26 et 36 § 2 de la loi du 8 février 1872 sur les mesures de police à prendre contre les épizooties, lesquels disposent, le premier, que celui qui

sera trouvé en possession d'animaux atteints de surlangue et de claudication, sans que les autorités en aient été avisées, sera passible d'une amende de 10 à 100 fr. et, le second, que toute infraction aux mesures prescrites par la loi ou aux mesures spéciales ordonnées par le Conseil fédéral et ses organes intermédiaires, à l'effet de prévenir l'introduction des épizooties et d'en arrêter la propagation, sera puni d'une amende de 10 à 500 fr.

Les jugements attaqués ont été également rendus en application de l'art. 28 du règlement du 14 octobre 1887, pour l'exécution de la loi fédérale du 8 février 1872 précitée, article portant entre autres que tout propriétaire d'animaux domestiques est tenu de dénoncer sur-le-champ à l'autorité communale de son domicile l'apparition ou seulement le soupçon qu'il a d'un cas de maladie contagieuse sur son bétail, — et de l'art. 103, al. 2 *ibidem*, reproduisant la disposition de l'art. 36 § 2 de la susdite loi.

Ce n'est qu'à titre secondaire, et pour ainsi dire par surabondance, que les jugements incriminés ont cité également les art. 189 et 252 al. 2 de la loi vaudoise du 14 septembre 1897 sur l'organisation sanitaire, lesquels ne font en réalité que reproduire les dispositions précitées de la législation et du règlement fédéraux sur la matière.

2. Or l'art. 160 de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale stipule que les jugements au fond rendus par les tribunaux cantonaux en matière d'infractions aux lois fédérales sont susceptibles d'un recours en cassation au Tribunal fédéral (Cour de cassation) à la réserve des dispositions de la loi fédérale du 30 juin 1849 concernant les recours en cassation contre les jugements sur les contraventions aux lois *fiscales* de la Confédération, qui ne sont nullement en question dans l'espèce.

D'autre part, et en conformité de ce qui précède, l'art. 182, al. 2 de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale dispose qu'il n'y a pas de recours de droit public au Tribunal fédéral pour cause de violation des lois civiles ou *pénales* fédérales par les autorités cantonales.

Il suit de tout ce qui précède que les recourants, n'ayant pas fait usage, dans le délai de 10 jours dès la communication de l'arrêt attaqué (art. 164 *ibidem*), du moyen de cassation que l'art. 160 précité mettait à leur disposition, les jugements dont est recours sont passés en force, et ne sauraient être portés devant le Tribunal fédéral par la voie d'un recours de droit public pour déni de justice. Le Tribunal de céans n'a point, dès lors, à se nantir d'un semblable recours.

Par ces motifs,

Le Tribunal fédéral  
prononce :

Il n'est pas entré en matière sur le recours de Charles Pavillard et consorts.

Dritter Abschnitt. — Troisième section.

## Kantonsverfassungen.

### Constitutions cantonales.

#### Übergriff in das Gebiet der gesetzgebenden Gewalt. — Empiètement dans le domaine du pouvoir législatif.

87. Urteil vom 17./18. Oktober 1900 in Sachen  
Hungerbühler & Cie. gegen Appenzell Außerrhoden.

*Vollziehungsverordnung zu einem Gesetz (und zur Verfassung), oder  
in die Form einer Verordnung gekleidetes Gesetz?*

A. Art. 7 der Verfassung für den Kanton Appenzell Außerrhoden vom 15. Oktober 1876, der die Sicherheit und Unverletzbarkeit des Eigentums gewährleistet, bestimmt des weitern: „Zwangsabtretungen sind nur zulässig, wenn das öffentliche Wohl sie erfordert, und es ist in diesen Fällen volle Entschädigung zu leisten. Das Nähere bestimmt das Gesetz.“ In Ausführung dieser letztern Bestimmung ist ein „Gesetz über die Liegenschaften im Kanton Appenzell Außerrhoden“ erlassen und von der Landsgemeinde am 28. April 1889 angenommen worden. Dieses Gesetz enthält im IX. Titel unter der Überschrift: „Von den gesetzlichen Beschränkungen des Grundeigentums (Zwangsabtretung, Art. 7 der Kantonalverfassung)“ folgende Bestimmungen über die Zwangsabtretung: Nachdem § 49 das Expropriationsrecht des Kantons und der Gemeinden normiert hat, ermächtigt § 50 den Kantonsrat, „auch Korporationen, Gesellschaften oder Privaten,